



# VILLE DE COURDIMANCHE



## DÉCISION DU MAIRE N° 2024-051 CONTRAT POUR REPRESENTATION D'UN SPECTACLE A L'OCCASION DE LA MANIFESTATION COURDI'ARTS

*Prise en application de la délibération n°22-14-04 du 1<sup>er</sup> octobre 2022*

La Maire,

Vu Le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L2122-22 et L2122-23

Vu le Code de la commande publique,

Vu la délibération du conseil municipal n°22-14-04 du 1<sup>er</sup> octobre 2022 portant délégation de compétences au Maire,

Considérant que la Ville de Courdimanche, dans le cadre de sa politique culturelle, souhaite proposer une représentation du Spectacle « La Fonction » lors de la manifestation Courdi' Arts 2024,

### D É C I D E

#### **ARTICLE 1 :**

La signature d'un contrat de cession avec l'association Pensées multiples, domicilié 23 rue des Martyrs, 78700, Conflans Sainte Honorine, représentée par Mr Dominique DENOUEL, en qualité de Président, dans les conditions décrites dans le contrat.

#### **ARTICLE 2 :**

Le contrat est conclu pour une représentation le samedi 16 novembre 2024 à partir de 20h à la Maison de l'Education, des Loisirs et de la Culture.

#### **ARTICLE 3 :**

Le montant de la prestation s'élève à la somme totale de 1 400 € TTC.

#### **ARTICLE 4:**

Les crédits relatifs au paiement sont inscrits au budget communal de l'année 2024.

**ARTICLE 5 :**

La présente décision sera inscrite au registre des décisions du Maire et communication en sera faite aux membres du Conseil municipal.

**ARTICLE 6 :**

La Directrice générale des services et le comptable du Trésor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera transmise à :

- Monsieur le Préfet du Val d'Oise,
- Monsieur le comptable public,
- L'intéressé(e)

Fait à COURDIMANCHE, le vendredi 12 juillet 2024

Sophie MATHARAN



Maire de Courdimanche

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, l'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite.

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (Informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telrecours.fr>).